

Japon : Mauvaise passe pour le Premier Ministre Kishida

Jean-Yves Colin

13-11-2023

13 novembre 2023

A propos d'Asia Centre :

Fondé en 2005, Asia Centre est un institut de recherche indépendant qui conduit des débats et publications sur les relations internationales, stratégiques et économiques, ainsi que sur les transformations politiques et sociales en cours dans toutes les régions d'Asie-Pacifique. Au carrefour de la recherche universitaire et des prises de décision publiques et privées, les chercheurs d'Asia Centre identifient les enjeux régionaux significatifs et les analysent dans leurs dimensions locale et globale. Ses programmes sont ainsi élaborés en liaison avec un vaste réseau de partenaires, entreprises et grands centres spécialisés européens, américains et asiatiques. Il mène avec ceux-ci des opérations conjointes, pour une meilleure confrontation des idées et des enjeux. Les conclusions de ces rencontres, comme les résultats des travaux menés à partir des sources originales par nos chercheurs, sont largement diffusés via les publications du Centre comme par des revues, ouvrages et médias internationaux.

A propos de l'auteur :

Ancien élève de l'École Nationale d'Administration, Jean-Yves Colin a été en poste à la Direction du Trésor, où il a notamment occupé la fonction de Conseiller Financier auprès de l'Ambassade de France au Japon (1987-1990). Il a ensuite rejoint le Groupe Crédit agricole, a été directeur général délégué de la filiale de gestion d'actifs, désormais connue sous le nom d'Amundi, et directeur de la conformité de Crédit agricole S.A. Depuis son départ de ce groupe bancaire en 2013, Jean-Yves Colin a rejoint Asia Centre, où il est membre du conseil d'orientation et expert Asie du Nord.

Japon : Mauvaise passe pour le Premier Ministre Kishida

Jean-Yves Colin

13 novembre 2023

Depuis son arrivée au pouvoir en octobre 2021, succédant à l'éphémère gouvernement Suga, le Premier Ministre Kishida Fumio n'a pas rencontré de réel obstacle. Il est vrai que son camp, le Parti Libéral-Démocrate (PLD) où il ne dispose pas de la principale faction, ne pouvait guère lui faire de reproches : il l'avait conduit à la victoire aux élections de la Chambre (basse) des Représentants en 2021 puis de la Chambre (haute) des Conseillers en 2022. De plus avec un taux de satisfaction d'environ 60 % d'octobre 2021 à l'été 2022 et variant entre 40 et 50 % de l'été 2022 à septembre 2023, l'opinion publique lui est demeurée favorable jusqu'à tout récemment, bloquant ainsi la contestation au sein du PLD et dans les nombreux partis d'opposition. Enfin le PLD ne pouvait que rester uni après l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Abe Shinzo en juillet 2022, au moins jusqu'à l'hommage national organisé quelques mois plus tard.

Dans la mesure où l'économie nipponne sans avoir retrouvé un rythme élevé de croissance ne fléchissait pas vraiment (2.3 % en 2021, 1 % en 2022 et probablement 2 % 2023), le Premier Ministre a consacré une grande partie de ses activités aux affaires étrangères : le rapprochement avec la Corée du Sud depuis l'élection du Président Yoon en mars 2022, le soutien à l'Ukraine qui a consolidé les relations entre le Japon et les pays occidentaux sans entraver celles avec le « Sud global », les réunions internationales comme le G7 de mai 2023 à Hiroshima, son fief électoral, plusieurs rencontres avec le Président Biden, notamment celle de Camp David à laquelle a aussi participé le président sud-coréen, l'endiguement de l'activisme chinois en Asie et dans le Pacifique à travers le « Quad », les visites de divers pays d'Asie (Inde, Vietnam, tout récemment les Philippines...) ou le renforcement du potentiel de défense annoncé en décembre 2022. L'engagement du Japon au regard de la guerre ouverte par les atrocités du Hamas le 7 octobre en Israël est resté prudent, le Premier ministre laissant sa ministre des affaires étrangères en première ligne.

L'organisation d'une session extraordinaire de la Diète qui a commencé le 20 octobre et devrait s'achever à la mi-décembre traduit un changement politique. L'économie redevient une priorité. Le Premier Ministre l'a bien compris en scandant pendant son discours de politique générale à l'ouverture de cette session : « l'économie, l'économie, l'économie ». Si le premier semestre de 2023 a connu une croissance soutenue par la demande extérieure d'après-Covid-19, un ralentissement fait désormais craindre une croissance d'à peine 1 % en 2024, comparable avec celle de la zone Euro (estimée à 0,7 % en 2023 et 1,2 % en 2024.)

A la sortie de la période de Covid-19 et sur fond de lassitude liée à cette pandémie et aux mesures prises alors par le gouvernement, c'est surtout l'inflation qui est venue contrarier la vie politique. Dans le contexte énergétique et des marchés de matières premières et alimentaires résultant de la guerre en Ukraine, l'inflation au Japon, certes inférieure à celle observée aux Etats-Unis et en Europe, est de l'ordre de 3 % (3,1 % en août et 2.8 % en septembre) et celle des produits alimentaires de près de 9 %. Importée, cette inflation est accentuée par un yen qui s'est affaibli et a franchi le cours de 150 yens pour 1 USD. Comme ailleurs elle pèse sur les plus pauvres et les classes

moyennes. Depuis l'éclatement de la bulle financière au début des années 1990, le Japon a connu une faible croissance, comparable à celle de nombreux pays européens, et une déflation (prix à la consommation, immobiliers et cours de bourse), souvent amplifiée par un yen fort. Le retour de l'inflation est un changement majeur. Si la Banque du Japon et le ministère des finances ont visé, pendant environ 30 ans, une inflation de 2 % sans jamais y parvenir, la nature de l'inflation actuelle n'est certainement pas celle qu'ils souhaitaient.

Par ailleurs la scène domestique s'est avérée plus mouvante qu'attendu par Kishida Fumio. Différentes affaires ou scandales ont émaillé les derniers mois : dossiers mineurs et vite oubliés comme celui relatif à son fils, affaires d'harcèlement sexuel, beaucoup plus prégnantes et concernant des personnalités politiques ou les milieux artistiques, en particulier celle concernant Kitagawa Johnny et son agence de vedettes de la chanson et de la télévision, débats sur le mariage homosexuel ou le nom des conjoints, et enfin dans les tout derniers mois, dysfonctionnements répétés du nouveau système dénommé « My Number » et destiné à établir un numéro d'identité unique informatisé pour les démarches administratives, les dispositifs de sécurité sociale et d'information en cas de catastrophe naturelle.

Une première réaction du Premier Ministre face à cette évolution et aux rivalités venant du PLD a été de procéder à un remaniement ministériel. Il remplaça les ministres des affaires étrangères et de la défense tout en maintenant à leurs postes ceux des finances ainsi que de l'économie et de l'industrie (METI). Il a aussi accru le nombre des femmes ministres de deux à cinq, dont celle des affaires étrangères. Ce remaniement n'eut quasiment aucun effet sur sa popularité mais il est probable que l'objectif réel était d'apaiser des tensions internes au PLD et des ambitions personnelles.

Enfin deux élections partielles du 22 octobre dernier ont constitué un avertissement pour le Premier Ministre et le PLD. L'une concernait un siège à la Chambre des Représentants dans une circonscription de Nagasaki à la suite du décès du député. Ce siège a été conservé par le PLD qui avait investi le fils d'un ancien ministre de l'agriculture et gouverneur de la préfecture de Nagasaki mais après une dure bataille électorale. En revanche le siège à la Chambre des Conseillers à Tokushima -Kôchi devenu vacant à la suite de la démission de son titulaire accusé de harcèlement sur sa secrétaire a été largement gagné par un candidat ancien membre de la Chambre basse, alors affilié au Parti Démocrate Constitutionnel, devenu indépendant et soutenu par les partis d'opposition. Ces résultats ont jeté une ombre sur la perspective d'élections générales anticipées à l'initiative du Premier Ministre et du PLD, qui resurgissait périodiquement depuis le début de l'année. Récemment Kishida Fumio a fait savoir, par le biais d'un de ses conseillers, qu'il a désormais écarté l'hypothèse d'élections anticipées.

Aussi lorsque le Premier Ministre a prononcé le 23 octobre son discours de politique générale, l'ambiance à la Diète ne lui était pas la plus favorable : le PLD qui espérait garder les deux sièges a montré de la mauvaise humeur et les partis d'opposition ont retrouvé de la vigueur.

Au cours de son discours Kishida Fumio a voulu se focaliser sur l'économie afin de « maîtriser les flux du changement » en dévoilant un plan de stimulation dont le principe a été annoncé fin août, et dont le montant serait de 17 trillions de yens (soit environ 112 milliards USD) nécessitant l'approbation d'un budget de plus de 13 trillions de yens. Ce plan est organisé autour de deux axes.

Le premier vise à redistribuer les fruits de la croissance des années 2021 à 2023 sous forme de réductions d'impôts, avec effet en juin 2024 : des baisses d'un montant fixe de 30 000 yens de l'impôt sur le revenu et de 10 000 yens de l'impôt foncier (soit un peu moins de 270 USD au total), portées à 70 000 yens pour ceux ne payant pas l'impôt foncier. Le choix d'un montant fixe plutôt que d'une réduction des taux d'imposition, correspond à la volonté de ne pas mettre en risque les recettes budgétaires à l'avenir. Le ministre des finances avait en parallèle fait état d'un accroissement des impôts sur les revenus de 4 trillions de yens (soit près de 27 milliards USD). De plus les subventions actuelles en vue de réduire les prix de l'essence, de l'électricité et du gaz seront prolongées jusqu'à fin avril 2024. Cet effort en termes de fiscalité des revenus est présenté par le Premier Ministre comme un rattrapage car selon lui « les hausses salariales ne sont pas en ligne avec l'inflation ». On retrouve là une récrimination ancienne de son gouvernement comme de ceux de Abe Shinzo et Suga Yoshihide à l'égard des entreprises. Le gouvernement en espère un soutien à la consommation des ménages, fu-il modéré. Dans le même temps le gouvernement annonce des hausses de l'impôt sur les sociétés et le tabac pour financer les dépenses de défense, complétées par des suppressions de niches fiscales.

Le second axe a pour objet de renforcer les capacités de l'offre et restaurer la confiance en réformant la fiscalité pour favoriser l'innovation et l'investissement dans les secteurs stratégiques (deux sont nommément évoqués : les renouvelables et les semi-conducteurs, secteur dans lequel le Japon s'est fait distancer par la Corée du Sud et Taïwan, et cherche comme les Etats-Unis et l'Union Européenne à attirer des implantations d'usines). Il s'agit de conforter la consommation des ménages et l'investissement privé, deux moteurs qui ne soutiennent pas suffisamment l'économie depuis des années. Un rapport sera en outre publié fin novembre corriger les erreurs de mise en place dispositif « My Number » et rétablir ainsi la confiance de l'opinion. D'autres mesures sont envisagées pour favoriser le covoiturage et le tourisme, notamment en zone rurale, sans créer de surtourisme.

En revanche certains thèmes ont paru perdre en priorité dans l'agenda gouvernemental. C'est le cas par exemple de la politique de l'enfance qui avait été un sujet majeur du discours de politique générale de janvier, et qui a abouti à la création de l'Agence des enfants et de la famille au printemps ; sans doute le Premier Ministre attend-il les premiers résultats. Il en est de même de la réforme constitutionnelle, sujet privilégié de Abe Shinzo et de l'aile la plus conservatrice du PLD, de la question successorale dans la famille impériale, du mariage homosexuel et de la possibilité pour les couples mariés d'avoir des noms de famille distincts. Ces sujets sont renvoyés à des horizons lointains pour ne pas diviser davantage la population.

Ce discours a naturellement suscité des critiques de la part de l'opposition mais aussi de certains membres du PLD au motif que le « en même temps » - pour reprendre cette expression politique plus française que japonaise ! - des baisses d'impôts sur les revenus et de hausses d'autres impôts était peu compréhensible. L'opinion publique n'a pas été convaincue non plus et les derniers sondages d'opinion ont fait état d'une chute du taux de satisfaction du Premier Ministre à 33 %.

Dans le même temps la Banque du Japon a apporté une contribution à la politique gouvernementale en assouplissant sa politique monétaire. Au cours des trente dernières

années l'action de la Banque Centrale a été ouvertement accommodante, ce qui a facilité la distribution de liquidités dans l'économie et permis le redressement des indices boursiers après l'éclatement de la bulle financière. Toutefois, depuis le regain mondial de l'inflation l'écart croissant entre ses taux directeurs et ceux de la Réserve Fédérale des Etats-Unis et d'autres banques centrales (zone Euro, Royaume-Uni mais aussi Corée du Sud), a affaibli le yen et obligeait la Banque du Japon à faire mouvement en sortant de la zone des taux négatifs et du contrôle des taux d'intérêt obligataires à long terme. Cette évolution est très délicate pour la Banque Centrale car non seulement le marché des changes est concerné mais aussi – et peut-être surtout – celui du refinancement de la dette gouvernementale, la dette publique atteignant environ 260 % du PNB ; un retrait significatif, même modéré, de la Banque Centrale qui absorbe 60 % des « JGB » émis, aboutirait à une hausse des taux à long terme trop rapide, donc préjudiciable à l'équilibre des marchés financiers et à la politique budgétaire gouvernementale. Cette problématique entre marché des changes, marchés financiers et refinancement de la dette publique est une sorte de « triangle des Bermudes » dans lequel pourrait s'abîmer la politique budgétaire et financière, d'où la grande prudence et la progressivité dont font preuve les autorités monétaires.

L'automne 2023 est donc une période délicate qui fragilise le Premier Ministre. La situation économique et sociale du Japon ne s'est significativement pas aggravée au regard du passé et s'inscrit en vérité dans un contexte général de ralentissement et de lutte contre l'inflation que connaissent les pays développés. La crise actuelle au Proche-Orient ajoute la menace supplémentaire des approvisionnements énergétiques de l'archipel, en termes de livraisons et de prix, qui explique les déclarations prudentes du gouvernement nippon comme celles de la Corée du Sud et de la Chine. La tentation naturelle et ancienne du gouvernement et plus encore du PLD est de répondre à un probable ralentissement économique par un plan de soutien à un moment alors qu'un effort particulier est déjà en cours dans le domaine de la défense. Cette approche met naturellement en lumière la question du déséquilibre structurel des finances publiques et de leur refinancement par la Banque du Japon. Les évolutions de la société par les diversités et tensions qui en découlent apportent de l'incertitude et de la volatilité politique. Les priorités du Premier ministre doivent de ce fait se tourner davantage vers la politique intérieure, les débats à la Diète et au sein du PLD ou avec son allié le parti centriste Kômeitô, avec en arrière-plan la perspective de l'élection à la présidence du PLD qui devrait avoir lieu en 2024.